



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SUR LE FOND, LE GOUVERNEMENT NE LÂCHE RIEN LA MOBILISATION DOIT S'AMPLIFIER JUSQU'AU RETRAIT DU PROJET DE « LOI EL KHOMRI » !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

24 MARS 2016

Après la forte mobilisation du 9 mars qui a rassemblé près de 500 000 manifestants, 150 000 jeunes ont de nouveau manifesté le jeudi 17 mars, à travers tout le pays, contre le projet de « Loi travail », cette remise en cause fondamentale du droit du travail. Preuve que ce mouvement s'ancre dans la jeunesse.

Malgré tous les bobards de ce gouvernement, malgré les multiples tentatives de répression du mouvement (fermetures de certaines universités, violences policières, arrestations de manifestants), la loi El Khomri continue de semer la colère dans la jeunesse et le monde du travail. Comme le crient les jeunes dans les manifs, cette loi doit finir à la poubelle !

Beaucoup de bruit pour moins que rien

Devant l'ampleur de la mobilisation, Valls a fait semblant de reculer, par la mise en scène d'une nouvelle version du projet de loi. Son but but : briser l'élan de la mobilisation entamée le 9 mars, satisfaire le secrétaire général de la CFDT et calmer les députés plus ou moins frondeurs.

Mais rien de fondamental n'a été modifié. Concernant les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, le plafonnement ne sera plus obligatoire, mais « indicatif ». Le contrôle des « licenciements économiques » passerait par les juges, mais en pratique, ils n'auront ni le temps, ni la volonté de s'opposer aux patrons.

La mise en œuvre des « forfaits-jours » dans les PME et des « astreintes » ne pourrait plus être décidée unilatéralement par les patrons, mais elles pourront quand même être imposées par accords d'entreprises.

Valls a prétendu mettre en place une taxation des CDD, mais en réalité, elle dépend d'une négociation entre patronat et syndicats, dans un autre cadre : celui de l'assurance-chômage.

Des soi-disant reculs qui ne changent rien sur le fond

En effet, le cœur de la « Loi travail » n'est aucunement remis en cause: en finir avec le Code du travail et les Conventions collectives comme socle de

droits garantis à tous les travailleurs, quelle que soit leur entreprise. Et pouvoir imposer des accords d'entreprise plus défavorables que la loi, par le chantage à l'emploi et des tractations avec des syndicats complices.

Hollande, Valls, El Khomri et Gattaz continuent de répéter que le Code du travail serait « trop lourd »... comme si les travailleurs et les travailleuses avaient trop de droits ! Comme s'il était difficile de licencier !

Qu'ils aillent le dire aux dizaines de milliers de victimes des « plans sociaux » de ces dernières années !

Pour combattre le chômage, le gouvernement nous explique qu'il faudrait d'une part faciliter les licenciements, alors qu'il faudrait les interdire, et d'autre part d'augmenter le temps de travail, au lieu de le réduire, pour le partager avec celles et ceux qui en sont privés. Et en plus, leur loi autoriserait les patrons à geler, voir à baisser les salaires.

Tous ensemble, imposons le retrait du projet El Khomri

Il y a juste dix ans, les jeunes et les travailleurs avaient contraint le gouvernement Chirac-Villepin à abandonner le « contrat première embauche » (CPE), alors que la loi avait déjà été votée au parlement et promulguée. Hollande et Valls méritent le même sort.

Pour arracher le retrait du projet de « Loi travail », nous devons construire un rapport de force à la hauteur de l'attaque, face à ce gouvernement qui prétend qu'il « ira jusqu'au bout ». En faisant du jeudi 24 mars, jour de présentation de la loi devant le Conseil des ministres, une nouvelle journée de mobilisation.

Et en préparant partout la grande journée de **grève du 31 mars**, dont il faut faire une journée de grève générale, avec la perspective d'en faire le début d'une grève prolongée. Parce que c'est seulement en bloquant totalement l'économie que nous ferons reculer ce gouvernement, lui qui prétend qu'il « ira jusqu'au bout » !

 **Ni amendable
Ni négociable**



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - WWW.NPA2009.ORG

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



UNION EUROPEENNE-TURQUIE : MARCHANDAGE IGNOBLE SUR LE DOS DES MIGRANTS

L'Europe se targue d'être un havre de paix, de démocratie, de droits de l'homme. Mais les centaines de milliers de migrants qui cherchent à y trouver refuge sont confrontés à une Europe forteresse qui cherche avant tout de les en empêcher. Et qui vient de s'en donner les moyens. Moyennant des milliards versés par l'Union Européenne, la Turquie accepte le renvoi sur son territoire de l'essentiel des migrants entrés illégalement en Europe par la Grèce. A la Turquie de faire ensuite le tri entre ceux qui pourraient demander l'asile en Europe, et les autres, condamnés au retour forcé vers leur pays d'origine. Nous avons tous des membres de nos familles qui ont fui par millions l'avance des armées allemandes en 1940. Imaginons un instant qu'ils aient alors connu le sort des réfugiés d'aujourd'hui. On aurait qualifié cela d'horrible. Cela l'est tout autant aujourd'hui !

VICTOIRE POUR ISABELLE KRYVENAC

Le ministère du Travail a finalement du refuser le licenciement d'Isabelle Kryvenac, ce Docteur de l'usine de PSA Metz-Borny qui voulait juste faire son travail en respectant la législation et en toute indépendance, Après les 750 signatures de soutien, rien que dans l'établissement, plus de 8000 sur une pétition sur Internet, ce fut le soutien de personnalités, intellectuels, artistes, médecins ...

Mais le refus du licenciement par l'inspection du travail, ne suffisait pas. La direction s'est acharnée en maintenant sa demande de licenciement ... la claque : la décision du ministère est tombée, c'est le refus. Le Dr Kryvenac pourra continuer à faire son travail. C'est un échec pour la direction, et une victoire pour tous ceux et celles qui veulent préserver une médecine du travail indépendante des patrons.



LOI DE LA GUERRE ET LOI DU MARCHÉ

Ils sont « nickel », les alliés de la France, dans la guerre contre l'État Islamique. Des résistants à Daesh dénoncent les arrangements entre leurs oppresseurs censés être ennemis. Les djihadistes qui les tyrannisent, les Russes et Bachar Al-Assad qui les bombardent ont exploité ensemble le complexe gazier de Twinan, pendant plus d'un an et demi. Daesh en retirait plus de 100 000 € de bénéfices par jour, quand le régime syrien et l'entreprise russe profitaient du gaz et de la discipline imposée aux ouvriers par le chef de la police islamique de Daesh.

"La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas" disait un poète français.

APRES LE 8 MARS LE COMBAT POUR LE DROIT DES FEMMES CONTINUE

A l'occasion de ce 8 mars, « journée internationale de lutte pour les droits des femmes », il est utile de rappeler que l'égalité entre femmes et hommes reste à conquérir et que cette journée n'avait justement rien à voir avec une « fête des femmes ».

Les femmes sont les premières visées par toutes les attaques gouvernementales. Il en va ainsi lorsque le gouvernement démantèle les services publics et l'école,

dont les femmes sont les principales salariées et les principales usagères. Il en va de même lorsqu'il aggrave ses attaques contre le monde du travail et lance une offensive sans précédent contre le Code du travail. En effet, ce sont elles qui sont les plus exposées aux bas salaires et à la précarité et qui seront les premières victimes des nouvelles mesures (augmentation du temps de travail, licenciements...), si la loi El Khomri devait s'appliquer.

Et plus que jamais, la lutte reste indispensable pour stopper les reculs et gagner de nouveaux droits : arrêter les fermetures de centres d'IVG et de maternités, garantir l'accès libre et gratuit à contraception et à l'avortement, ouvrir des places supplémentaires en centres d'accueil et d'hébergement pour les femmes battues, obtenir l'égalité des salaires...

LOI « TRAVAIL » : LE VRAI VISAGE DE MARION MARECHAL LE PEN

Le projet de loi « Travail » : un casse-tête pour le FN. Approuver un tel projet conduirait à se mettre à dos des millions de salariés. En même temps, le FN cherche à élargir sa base électorale sur un monde patronal qui approuve pour l'essentiel un projet largement dicté par le MEDEF. D'où un dégageant en touche. Marine Le Pen parle d'un projet piloté par Bruxelles, sa nièce Marion – invitée sur France Inter le 9 mars – dit que le projet pose de « bonnes questions », mais apporte de mauvaises réponses. Exemple sur le temps de travail. Au lieu de la baisse du taux de majoration des heures supplémentaires envisagée par le projet El Khomri, « on aurait mieux fait - explique-telle - d'augmenter la durée légale du temps de travail, en passant à 39 H, payées 39 ». En clair, pour en finir vraiment avec les 35 H, plus de majoration des heures supplémentaires... avant la 40^{ème} heure. Devinez qui serait le seul à y gagner.

LA VOIX DE SON MAITRE ...

Qui a dit : « L'attitude de la CGC est incompréhensible et nuisible. Vous avez déjà planté la loi MDS [Modernisation du dialogue social]. Vous n'allez pas nous planter la loi MEK (Myriam El Khomri) », puis d'ajouter : « Si vous persistez dans cette attitude "cgtiste" sur cette loi, le Medef en tirera toutes les conséquences sur nos discussions en cours ». Et encore plus précis : « Ce que je veux dire c'est que nous ne vous soutiendrons plus dans votre combat pour les cadres si vous plantez la loi MEK ». Tout simplement Pierre Gattaz, le patron du Medef par sms à Carole Couvert, la présidente de la CGC.

Après tout, la CGC, en tout cas ses dirigeants, il y a quelques temps, aurait bénéficié des largesses secrètes de Didier Gautier-Sauvagnac, destinées selon le dirigeant de la puissante fédération patronale de la métallurgie à « fluidifier le dialogue social »... Pour ceux qui douteraient encore des pratiques du patronat ...

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63